

# Journal officiel

## de l'Union européenne

C 68

Édition  
de langue française

Communications et informations

51<sup>e</sup> année

13 mars 2008

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
IV	<i>Informations</i>	
INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE		
<b>Commission</b>		
2008/C 68/01	Taux de change de l'euro .....	1
2008/C 68/02	Retrait de propositions de la Commission qui ne revêtent plus un caractère d'actualité .....	2
2008/C 68/03	Communication de la Commission relative à l'application de l'article 4 du règlement (CE) n° 552/2004 du Parlement européen et du Conseil concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien <sup>(1)</sup> .....	5
INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES		
2008/C 68/04	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>(1)</sup> .....	6
2008/C 68/05	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation <sup>(1)</sup> .....	7
2008/C 68/06	Communication de la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil — Modification des obligations de service public imposées pour la prestation de services aériens réguliers déterminés en Espagne <sup>(1)</sup> .....	9

FR

## V Avis

## PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

**Commission**

2008/C 68/07	MEDIA 2007 — Développement, distribution, promotion et formation — Appel de propositions — EACEA/04/08 — Formation .....	10
2008/C 68/08	Appel de propositions d'actions dans le domaine de l'énergie dans le cadre du programme «Énergie intelligente — Europe» (Décision n° 1639/2006/CE du Parlement européen et du Conseil — JO L 310 du 9.11.2006, p. 15) .....	12
2008/C 68/09	Appel de propositions — EACEA/34/07 [Prolongement du délai et modification des exigences en matière de composition de partenariat pour le lot 12 (Asie 1)] — Fenêtre de coopération extérieure Erasmus Mundus — Mise en œuvre d'actions de mobilité au cours de l'année universitaire 2008/2009	13

## PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

**Commission**

2008/C 68/10	Aide d'État — Pays-Bas — Aide d'État C 4/08 (ex N 97/07) — Investissement de la municipalité de Rotterdam dans le complexe Ahoy — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE <sup>(1)</sup> .....	14
2008/C 68/11	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.5081 — Autogrill/Aldeasa) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée <sup>(1)</sup> .....	23
2008/C 68/12	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.5008 — Vivendi/Activision) <sup>(1)</sup> .....	24



<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

## IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET  
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION

Taux de change de l'euro <sup>(1)</sup>

12 mars 2008

(2008/C 68/01)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,5477	TRY	lire turque	1,8910
JPY	yen japonais	158,45	AUD	dollar australien	1,6654
DKK	couronne danoise	7,4556	CAD	dollar canadien	1,5302
GBP	livre sterling	0,76660	HKD	dollar de Hong Kong	12,0544
SEK	couronne suédoise	9,3978	NZD	dollar néo-zélandais	1,9273
CHF	franc suisse	1,5817	SGD	dollar de Singapour	2,1424
ISK	couronne islandaise	106,32	KRW	won sud-coréen	1 497,40
NOK	couronne norvégienne	7,8905	ZAR	rand sud-africain	12,1098
BGN	lev bulgare	1,9558	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,9902
CZK	couronne tchèque	25,066	HRK	kuna croate	7,2663
EEK	couronne estonienne	15,6466	IDR	rupiah indonésien	14 176,93
HUF	forint hongrois	259,30	MYR	ringgit malais	4,9279
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	63,843
LVL	lats letton	0,6970	RUB	rouble russe	36,7690
PLN	zloty polonais	3,5371	THB	baht thaïlandais	48,830
RON	leu roumain	3,6940	BRL	real brésilien	2,6151
SKK	couronne slovaque	32,320	MXN	peso mexicain	16,6966

<sup>(1)</sup> Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

**RETRAIT DE PROPOSITIONS DE LA COMMISSION QUI NE REVÊTENT PLUS UN CARACTÈRE D'ACTUALITÉ**

(2008/C 68/02)

**Liste des propositions retirées**

Document	Procédure interinstitutionnelle	Intitulé	Publication JO (*)
<b>Agriculture</b>			
COM(91) 328	—	Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 827/68 du Conseil portant organisation commune des marchés pour certains produits énumérés à l'annexe 2 du traité	JO C 263 du 9.10.1991, p. 5
COM(1999) 487/2	1999/0205/COD	Proposition de règlement du Conseil et du Parlement européen modifiant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine	JO C 376E du 28.12.1999, p. 52
COM(2000) 868	2000/0349/CNS	Proposition de règlement du Conseil relatif au recours au régime du perfectionnement actif pour la gestion de certains marchés agricoles	JO C 120E du 24.4.2001, p. 193
<b>Élargissement</b>			
COM(1999) 677	—	Proposition de décision du Conseil relative à la position que la Communauté doit adopter au sein du Conseil d'association institué par l'accord européen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part, concernant l'adoption de dispositions en vue de la coordination des régimes de sécurité sociale	—
COM(1999) 683	—	Proposition de décision du Conseil relative à la position que la Communauté doit adopter au sein du Conseil d'association institué par l'accord européen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Roumanie, d'autre part, concernant l'adoption de dispositions en vue de la coordination des régimes de sécurité sociale	—
SEC(2002) 495/4	2002/0215/CNS	Proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Roumanie, d'autre part, concernant une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la Roumanie	—
<b>Environnement</b>			
COM(2001) 139	2001/0076/COD	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal	JO C 180E du 26.6.2001, p. 238
COM(2004) 606	—	Proposition de décision du Conseil modifiant la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de la fixation de valeurs maximales de concentration de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques	—

Document	Procédure interinstitutionnelle	Intitulé	Publication JO (*)
COM(2005) 241	—	Proposition de décision du Conseil modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques	—
<b>Pêche</b>			
COM(2005) 238	2005/0110/CNS	Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 3317/94 en ce qui concerne la transmission des demandes de licences de pêche aux pays tiers	—
COM(2005) 693	2005/0276/CNS	Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République unie de Tanzanie concernant la pêche dans la zone de pêche de la Tanzanie	—
<b>Justice, liberté et sécurité</b>			
COM(2003) 253	—	Proposition de position commune du Conseil relative à la notification au Conseil de l'Europe, en application de l'article 28, paragraphe 3, de la convention d'extradition du 13 décembre 1957, de l'application par les États membres, dans leurs rapports mutuels, du mandat d'arrêt européen	—
<b>Relations extérieures</b>			
COM(1994) 91	—	Proposition de règlement du Conseil empêchant la fourniture de certains biens et services à la Libye et réduisant l'utilisation de fonds ou autres ressources financières détenus ou contrôlés par la Libye	—
COM(1999) 561	1999/0223/AVC	Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2894/94 relatif à certaines modalités d'application de l'accord sur l'Espace économique européen	JO C 56E du 29.2.2000, p. 6
COM(1999) 600	—	Proposition de décision du Conseil sur la position de la Communauté au sein du Conseil de coopération UE-Mercosur concernant le règlement intérieur du Conseil de coopération	—
COM(2003) 214	—	Proposition de règlement du Conseil modifiant pour la troisième fois le règlement (CE) n° 2465/1996 du Conseil concernant l'interruption des relations économiques et financières entre la Communauté européenne et l'Iraq	—
<b>Recherche</b>			
COM(2003) 390	2003/0151/CNS	Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2002/834/CE arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration: «Intégrer et renforcer l'espace européen de la recherche» (2002-2006)	—
<b>Codification</b>			
COM(2003) 467	2003/0181/COD	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et de leurs ingrédients (version codifiée)	—
COM(2003) 352	2003/0129/AVC	Proposition modifiée de règlement du Conseil instituant le Fonds de cohésion (version codifiée)	—

Document	Procédure interinstitutionnelle	Intitulé	Publication JO <sup>(1)</sup>
COM(2004) 290	2004/0090/COD	Proposition de directive du Parlement et du Conseil relative aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière (version codifiée)	—
COM(2004) 32	2004/0009/CNS	Proposition de règlement du Conseil concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des États membres adoptant l'euro (version codifiée)	—
COM(2004) 77	2004/0024/CNS	Proposition de règlement du Conseil relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (version codifiée)	—
COM(2004) 326	2004/0100/CNS	Proposition de directive du Conseil établissant des mesures communautaires minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves (version codifiée)	—

#### Commerce

COM(1992) 502	—	Proposition de décision du Conseil relative aux procédures de consultation et d'information dans les domaines des crédits à l'exportation, de l'assurance crédit, des garanties de crédits et des crédits financiers bénéficiant d'un soutien public	JO C 344 du 29.12.1992, p. 12
COM(2002) 112	2002/0055/ACC	Proposition de décision du Conseil approuvant le protocole (2001) portant modification de l'annexe de l'accord relatif au commerce des aéronefs civils	JO C 151E du 25.6.2002, p. 236
COM(2002) 285	2002/0121/ACC	Proposition de règlement du Conseil instituant des droits de douane supplémentaires sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique	JO C 227E du 24.9.2002, p. 347

#### Transports

COM(2003) 833/2	2003/0319/CNS	Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la république de Croatie concernant le système intérimaire de points applicable aux poids lourds qui traversent l'Autriche	—
COM(2003) 835/2	2003/0320/CNS	Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République de Slovénie concernant le système intérimaire de points applicable aux poids lourds qui traversent l'Autriche du 1 <sup>er</sup> janvier 2004 au 30 avril 2004	—
COM(2003) 836/2	2003/0322/CNS	Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un arrangement administratif sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant le système intérimaire de points applicable aux poids lourds qui traversent l'Autriche	—
COM(2003) 837/2	2003/0323/CNS	Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine concernant le système intérimaire de points applicable aux poids lourds qui traversent l'Autriche	—

<sup>(1)</sup> Pour certaines propositions, les données concernant la publication au Journal officiel ne sont pas disponibles.

**Communication de la Commission relative à l'application de l'article 4 du règlement (CE) n° 552/2004 du Parlement européen et du Conseil concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien <sup>(1)</sup>**

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

*(Publication des titres et références des spécifications communautaires conformément au règlement)*

(2008/C 68/03)

Organisation	Référence	Numéro de version	Titre des spécifications communautaires	Date de la version
Eurocontrol <sup>(1)</sup>	Spec-0107	3.0	Spécification Eurocontrol relative à la présentation des échanges de données ATS (ADEXP) <sup>(2)</sup>	20.10.2007

<sup>(1)</sup> Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, rue de la Fusée 96, B-1130 Bruxelles, tél. (32-2) 729 90 11, fax (32-2) 729 51 90

<sup>(2)</sup> [http://www.eurocontrol.int/ses/public/standard\\_page/sk\\_community\\_specs\\_completed.html](http://www.eurocontrol.int/ses/public/standard_page/sk_community_specs_completed.html)

<sup>(1)</sup> JOL 96 du 31.3.2004, p.26.

## INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/04)

Aide n°	XE 8/08
État membre	Estonie
Région	Eesti
Intitulé du régime d'aides	Puuetega töötajate tööhõive
Base juridique	Sotsiaalministri 10.12.2007. a käskkirjaga nr 225 kinnitatud raamprogramm „Kvalifitseeritud tööjõu pakkumise suurendamine 2007-2013”
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,09391 Mio EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 5, et les articles 5 et 6 du règlement
Date de mise en œuvre	10.12.2007
Durée du régime d'aides	31.12.2008
Objectif de l'aide	Art. 6 Emploi de travailleurs handicapés
Secteurs économiques	Tous les secteurs communautaires <sup>(1)</sup> pouvant bénéficier des aides à l'emploi
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Tööturuamet Ehitajate tee 114 EE-15156 Tallinn
Autres informations	Le régime d'aides est cofinancé au titre du Fonds social européen

(1) À l'exception du secteur de la construction navale et des autres secteurs faisant l'objet de règles spécifiques dans les règlements ou directives régissant l'ensemble des aides d'État dont ils bénéficient respectivement.



**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/05)

Aide n°	XT 24/08
État membre	Italie
Région	Abruzzo
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Misura D1 — Formazione continua Macroprogetto Adattabilità — Intervento A2D «Progetti regionali di formazione continua per imprese medie e grandi»
Base juridique	Deliberazione della Giunta regionale n. 685 del 9.7.2007 POR Abruzzo 2000/2006 — Regolamento (CE) n. 68/2001 (pubblicata sul BURA n. 63 speciale del 3.8.2007)
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,7 Mio EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 7, du règlement
Date de mise en œuvre	9.7.2007
Durée	30.6.2008
Objectif	Formation générale; Formation spécifique
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides à la formation
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Regione Abruzzo Direzione Politiche attive del lavoro Sistema integrato regionale di formazione ed istruzione Via Raffaello, 137 I-65124 Pescara
Aide n°	XT 25/08
État membre	Italie
Région	Regione Emilia-Romagna
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Contribuzioni ad iniziative per la formazione nelle aziende agricole della provincia di Reggio Emilia
Base juridique	Determinazione del Presidente n. 1 del 31.1.2008 ratificata con delibera della Giunta camerale n. 3 del 6.2.2008
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,05 Mio EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 7, du règlement
Date de mise en œuvre	1.3.2008
Durée	30.6.2008
Objectif	Formation générale
Secteurs économiques	Agriculture
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Reggio Emilia Piazza della Vittoria I-42100 Reggio Emilia

Aide n°	XT 26/08
État membre	Allemagne
Région	Bremen
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Richtlinie „Förderung der Forschung und Entwicklung in betrieblichen Innovationsprojekten in kleinen und mittleren Unternehmen“
Base juridique	§§ 23, 44 der Haushaltsordnung der Freien Hansestadt Bremen (LHO)
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,5 Mio EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 7, du règlement
Date de mise en œuvre	1.2.2008
Durée	31.12.2009
Objectif	Formation spécifique
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides à la formation
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Bremen: BIG Bremer Investitionsgesellschaft mbH Kontorhaus am Markt Langenstr. 2-4 D-28195 Bremen  Bremerhaven: BIS Bremerhavener Gesellschaft für Investitionsförderung und Stadtentwicklung mbH Am Alten Hafen 118 D-27568 Bremerhaven

**Communication de la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil — Modification des obligations de service public imposées pour la prestation de services aériens réguliers déterminés en Espagne**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/06)

Le gouvernement espagnol a décidé d'appliquer les dispositions de l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 et de modifier les obligations de service public imposées pour la prestation de services aériens réguliers dans les îles Baléares, tels que publiées au JO C 307 du 17.12.2003 et modifiées au JO C 95 du 22.4.2006 et au JO C 53 du 8.3.2007.

Le tarif maximal applicable à chaque liaison pour le trajet aller s'établit comme suit:

- a) Majorque — Ibiza: 88 EUR
- b) Majorque — Minorque: 88 EUR
- c) Minorque — Ibiza: 121 EUR.

Les autres exigences en matière d'obligations de service public publiées au JO C 307 du 17.12.2003 demeurent inchangées.

---

V

(Avis)

## PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

## COMMISSION

**MEDIA 2007 — DÉVELOPPEMENT, DISTRIBUTION, PROMOTION ET FORMATION****Appel de propositions — EACEA/04/08****Formation**

(2008/C 68/07)

**1. Objectifs et description**

Le présent appel de propositions repose sur la décision n° 1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel unique pour les actions communautaires dans le domaine de l'audiovisuel pour la période 2007-2013.

Parmi les actions à mettre en œuvre en application de ladite décision figure l'amélioration de la formation professionnelle des professionnels de l'audiovisuel afin de leur donner les connaissances et les compétences nécessaires dans le but de créer des produits compétitifs sur le marché européen et les autres marchés, notamment dans les domaines suivants:

- l'application des nouvelles technologies, et en particulier les technologies numériques, pour la production et la distribution de programmes audiovisuels,
- la gestion économique, financière et commerciale, y compris le cadre juridique,
- les techniques d'écriture de scénarios.

**2. Candidats éligibles**

Les demandeurs doivent être établis dans l'un des pays suivants:

- les 27 pays de l'Union européenne,
- les pays de l'AELE et la Suisse,
- la Croatie, sous réserve de la conclusion d'un accord de coopération avec ce pays dans le cadre du programme MEDIA.

Le présent avis s'adresse aux candidats appartenant à l'une des catégories ci-dessous dont les activités contribuent aux actions précitées:

- écoles de cinéma et de télévision,
- universités,
- établissements de formation professionnelle spécialisés,
- entreprises privées de l'industrie audiovisuelle,
- organisations/associations professionnelles spécialisées de l'industrie audiovisuelle.

### 3. Budget et durée des projets

Le budget maximal disponible au titre du présent appel de propositions s'élève à 6 200 000 EUR.

L'aide financière de la Commission ne peut excéder 50 %/60 % du total des coûts éligibles.

La contribution financière est accordée sous forme de subvention.

### 4. Délai

Les demandes devront être envoyées à l'Agence exécutive (EACEA) au plus tard le **13 mai 2008**.

### 5. Informations complètes

Le texte complet de l'appel de propositions, ainsi que les formulaires de candidature, se trouve à:

<http://ec.europa.eu/media>

Les demandes doivent obligatoirement respecter les provisions du texte complet et être soumises à l'aide du formulaire prévu.

---

**Appel de propositions d'actions dans le domaine de l'énergie dans le cadre du programme «Énergie intelligente — Europe»**

*(Décision n° 1639/2006/CE du Parlement européen et du Conseil — JO L 310 du 9.11.2006, p. 15)*

(2008/C 68/08)

L'Agence exécutive pour la compétitivité et l'innovation (EACI) lance un appel de propositions dans le cadre du programme de travail 2008 «Énergie intelligente — Europe». La date de clôture de l'appel est le 26 juin 2008 pour tous les types d'actions.

Des informations sur les modalités de l'appel ainsi qu'un guide du soumissionnaire sont disponibles à l'adresse Internet:

[http://ec.europa.eu/energy/intelligent/call\\_for\\_proposals/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/energy/intelligent/call_for_proposals/index_en.htm)

Le bureau d'informations du programme «Énergie intelligente — Europe» est joignable par courrier électronique à l'adresse:

[http://ec.europa.eu/energy/intelligent/contact/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/energy/intelligent/contact/index_en.htm)

---

**Appel de propositions — EACEA/34/07 [Prolongement du délai et modification des exigences en matière de composition de partenariat pour le lot 12 (Asie 1)]**

**Fenêtre de coopération extérieure Erasmus Mundus**

**Mise en œuvre d'actions de mobilité au cours de l'année universitaire 2008/2009**

(2008/C 68/09)

LOT 12: Afghanistan, Bhoutan, Népal, Pakistan et pays facultatifs (Sri Lanka, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Chine, Corée du Nord, Myanmar/Birmanie et Maldives).

**Nouveau délai**

Le nouveau délai de soumission des propositions pour le lot 12 a été prolongé jusqu'au **15 avril 2008**.

**Composition du partenariat**

En ce qui concerne la participation d'établissements de pays tiers, la composition du partenariat doit comprendre au moins une université située dans l'un des quatre pays suivants: Afghanistan, Bhoutan, Népal et Pakistan. **La priorité sera accordée aux partenariats comprenant au moins deux universités situées dans les quatre pays ciblés initialement dans le lot (Afghanistan, Bhoutan, Népal et Pakistan).**

**Nombre minimal de flux de mobilité individuelle**

Le nombre minimal total de flux de mobilité individuelle pour le lot **295** doit être respecté. Le nombre minimal de flux de mobilité individuelle pour chacun des pays ciblés indiqués dans le lot (*Afghanistan, Bhoutan, Népal et Pakistan*) doit être respecté, au cas où un établissement d'enseignement supérieur de l'un de ces pays serait inclus dans le partenariat.

Toutes les autres exigences figurant dans l'appel EACEA/34/07 (JO C 291 du 5.12.2007, p. 12) demeurent applicables.

Lot géographique	Pays tiers	Nombre minimal de flux de mobilité individuelle	Subvention maximale estimée
Lot 12 (Asie 1)	Afghanistan	50	9 Mio EUR
	Bhoutan	20	
	Népal	35	
	Pakistan	90	
	<i>Pays facultatifs</i>		
Avec la mobilité <i>facultative</i>		Total 295	

Pays facultatifs (Sri Lanka, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Chine, Corée du Nord, Myanmar/Birmanie et Maldives)

**Informations complémentaires**

Pour plus d'informations concernant le programme, l'appel de propositions EACEA/34/07 et le formulaire de demande, consulter le site web suivant:

<http://eacea.ec.europa.eu/extcoop/call/index.htm>

Les demandes doivent être conformes aux exigences figurant dans le texte complet et être soumises à l'aide du formulaire fourni.

## PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

### COMMISSION

#### AIDE D'ÉTAT — PAYS-BAS

#### Aide d'État C 4/08 (ex N 97/07) — Investissement de la municipalité de Rotterdam dans le complexe Ahoy

#### Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/10)

Par la lettre du 30 janvier 2008, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié aux Pays-Bas sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des aides d'État  
B-1049 Bruxelles  
Fax (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées aux Pays-Bas. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

#### RÉSUMÉ

##### PROCÉDURE

Par lettre du 22 février 2007, les autorités néerlandaises ont notifié la mesure en cause à la Commission pour des raisons de sécurité juridique. Elles lui ont demandé de confirmer que l'investissement de la municipalité de Rotterdam dans la rénovation et la modernisation/expansion du complexe Ahoy ne constitue pas une aide d'État. La Commission leur a demandé à plusieurs reprises des renseignements complémentaires. En 2007, elle a reçu une plainte commune de Mojo Concerts B.V. et d'Amsterdam Music Dome Exploitatie B.V. concernant le projet d'investissement. Les deux plaignants font valoir que l'investissement prévu par la municipalité de Rotterdam contient une aide d'État illégale. Ils prétendent en outre que la vente de Ahoy Rotterdam N.V. et la location du complexe Ahoy à l'opérateur privé, deux opérations effectuées par la municipalité de Rotterdam en 2006, comportaient elles aussi l'octroi d'aides d'État illégales.

#### DESCRIPTION DE LA MESURE

La municipalité de Rotterdam a l'intention d'investir jusqu'à 42 Mio EUR dans la rénovation et le développement du palais des sports, faisant partie du complexe Ahoy. Elle est propriétaire du complexe Ahoy, dont l'exploitation a été privatisée par rachat de l'entreprise en 2006 et qu'elle a donné en location à l'opérateur (privé).

La direction a considéré que cet investissement était nécessaire pour maintenir la valeur du complexe, mais qu'il ne produirait pas de revenu supplémentaire pour l'opérateur. Par conséquent, lors des négociations avec la municipalité, elle a fait valoir que l'investissement ne devrait pas être pris en compte dans la fixation du prix des actions de Ahoy Rotterdam N.V. ou de la location du complexe Ahoy. La municipalité de Rotterdam a accepté cet argument et n'a pas demandé d'ajustement du prix des actions de Ahoy Rotterdam N.V. ou de la location du complexe Ahoy. Elle a néanmoins décidé d'inclure dans le contrat de location un mécanisme de partage de la valeur ajoutée afin de faire en sorte qu'après achèvement de l'investissement prévu, s'il



devait s'avérer que celui-ci apporte une plus-value de valeur à l'opérateur, le prix de location corresponde effectivement aux conditions du marché. Ce dispositif est basé sur la marge annuelle brute réalisée par l'opérateur, diminuée du prix de location du complexe Ahoy payé à la municipalité. Lorsque cette valeur dépasse un seuil stipulé de 16,5 Mio EUR, l'excédent est partagé entre l'opérateur et la municipalité selon une formule préétablie qui augmente le prix de location payé par l'opérateur à la municipalité jusqu'à un maximum de 100 %.

#### APPRÉCIATION DE LA MESURE

Après une première évaluation préliminaire de la mesure, la Commission n'exclut pas que l'investissement de la municipalité de Rotterdam puisse constituer une aide d'État. En outre, du fait du lien étroit entre l'investissement prévu et les opérations de vente de Ahoy Rotterdam N.V. et de location du complexe à l'opérateur (privatisé), la Commission juge nécessaire de vérifier si ces opérations n'impliquent aucune aide d'État.

Au cas où l'investissement de la municipalité de Rotterdam constituerait une aide d'État, celle-ci pourrait conférer un avantage économique à l'opérateur privatisé du complexe Ahoy — Ahoy Rotterdam N.V. De plus, le projet pourrait fausser le jeu de la concurrence et a un effet sur le commerce entre États membres. Par conséquent, à ce stade et sur la base de son appréciation préliminaire, la Commission n'exclut pas que la mesure notifiée comprenne des éléments d'aide d'État.

Bien qu'elle ait demandé à plusieurs reprises des renseignements complémentaires aux autorités néerlandaises, la Commission a toujours des doutes sur le projet. Eu égard à ces doutes et à l'effet de l'éventuelle aide d'État sur les investissements des opérateurs privés, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure formelle d'examen.

La Commission estime en outre nécessaire d'ouvrir la procédure formelle d'examen en raison de la longueur de la phase d'examen préliminaire et afin de permettre aux tiers intéressés de présenter leurs observations sur les questions que soulève le projet, notamment sur la compatibilité de l'aide éventuelle.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

#### TEXTE DE LA LETTRE

«De Commissie deelt Nederland mee dat zij, na de informatie te hebben onderzocht die uw autoriteiten over de bovengenoemde maatregel hebben verstrekt, besloten heeft de procedure van artikel 88, lid 2, van het EG-Verdrag in te leiden.

#### I. PROCEDURE

1. Op 20 december 2006 vond een bijeenkomst tussen de Commissie en de Nederlandse autoriteiten plaats over de bovengenoemde investering voordat deze werd aangemeld. Na deze bijeenkomst meldden de Nederlandse autoriteiten de investering formeel aan bij brief van 22 februari 2007, die op dezelfde dag werd ingeschreven.
2. In het kader van een aanverwante procedure (CP 91/2007) ontving de Commissie op 22 maart 2007 een gezamenlijke klacht van Mojo Concerts BV („Mojo”) en Amsterdam Music Dome Exploitatie BV („Music Dome”), welke betrekking had op de voorgenomen investering door de gemeente Rotterdam in het Ahoy-complex maar die tevens verwees naar andere transacties die reeds door de gemeente waren verricht, namelijk de privatisering van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV (hierna ook „de exploitant” genoemd) en de verhuur van het Ahoy-complex aan de (geprivatiseerde) exploitant. Op 14 september 2007 en 5 oktober 2007 werden aanvullende documenten van de klagers ontvangen.
3. Bij brief van 16 april 2007 verzocht de Commissie de Nederlandse autoriteiten hun opmerkingen over de bovengenoemde klacht kenbaar te maken. De Nederlandse autoriteiten zonden hun opmerkingen vervolgens op 20 juni 2007 toe. De Commissie vroeg de Nederlandse autoriteiten op 10 augustus en 16 november 2007 om aanvullende inlichtingen. De Nederlandse autoriteiten verstrekten aanvullende inlichtingen op 17 september, 15 november en 7 december 2007.

#### II. ACHTERGRONDINFORMATIE EN BESCHRIJVING VAN DE MAATREGEL

4. Het Ahoy-complex, dat bestaat uit het Sportpaleis, zes tentoonstellingshallen en een groot vergader- en congressentrum, heeft tot doel onderdak te bieden aan een groot aantal verschillende evenementen zoals tentoonstellingen, conferenties, handelsbeurzen, shows, concerten, sport- en maatschappelijke evenementen. De exploitant van het complex, Ahoy Rotterdam NV, is tevens actief op de internationale markt en exporteert zijn eigen beurstitels <sup>(1)</sup>.
5. Tot 1 juli 2006 werd het Ahoy-complex beheerd door Ahoy Rotterdam NV, met de gemeente als enige aandeelhouder. Na het besluit om de eigendom en de exploitatie te scheiden, bleef de gemeente eigenares van het complex en verkocht zij op 1 juli 2006 de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV via een management buy-out voor 1,7 miljoen EUR. Aangezien geen openbare aanbesteding werd georganiseerd was de verkoopprijs rechtstreeks gebaseerd op de bepaling van de marktwaarde door de onafhankelijke deskundige Deloitte Financial Advisory Services BV in Rotterdam; Real Estate Valuation („Deloitte”).

<sup>(1)</sup> Volgens het Ahoy Waarderingsrapport, dat door Deloitte in 2006 is opgesteld, heeft Ahoy Rotterdam NV zijn eigen beurstitel Holland Marine Expo naar Roemenië geëxporteerd en Infra Tech en AFG-Total naar Polen en heeft de onderneming het evenement RecreaPro samen met Xpo Kortrijk in België gehouden.

6. Tegelijkertijd verhuurde de gemeente het Ahoy-complex per 1 juli 2006 aan de (geprivatiseerde) onderneming Ahoy Rotterdam NV voor een periode van 15 jaar (met de mogelijkheid van verlenging). De huurovereenkomst legde de huurder strenge verplichtingen op inzake de instandhouding en de bevordering van het multifunctionele karakter van het Ahoy-complex<sup>(2)</sup>. De aanvangshuur van 2,6 miljoen EUR<sup>(3)</sup> per jaar zoals in de huurovereenkomst bepaald, was rechtstreeks gebaseerd op de door Deloitte vastgestelde marktconforme huurprijs voor het Ahoy-complex.
7. In het kader van de huurovereenkomst zegde de gemeente toe maximaal 42 miljoen EUR te zullen investeren in de renovatie en upgrade/uitbreiding van het Sportpaleis. Deze investering is het voorwerp van het aangemelde project. De betrokken werkzaamheden zullen volgens het tijdschema tussen mei 2008 en eind december 2009 worden uitgevoerd, met een aantal onderbrekingen in verband met belangrijke evenementen.
8. Ongeveer 50 % van de betrokken investering door de gemeente zal gebruikt worden voor het onderhoud van het Sportpaleis, terwijl de overige 50 % bestemd is voor de modernisering/uitbreiding ervan. Hierbij zal de nadruk liggen op de aanpassing van de volgende elementen in het Sportpaleis: verbetering van de akoestiek, klimaatregeling, indeling en toegankelijkheid, de versterking van de dakconstructie om geluidsapparatuur en videowalls te kunnen ophangen, uitbreiding van het aantal en de kwaliteit van de zitplaatsen en verbetering van de backstage-faciliteiten. Oorspronkelijk was het de bedoeling de capaciteit van het Sportpaleis met 5 000 zitplaatsen uit te breiden. Dit aantal is thans teruggebracht tot 2 000 zitplaatsen en 500 staanplaatsen.
9. Het management was van oordeel dat deze investering nodig was om de waarde van het complex te handhaven zonder dat zij tot additionele opbrengsten voor de exploitant zou leiden. Daarom betoogde het management tijdens de besprekingen met de gemeente dat hiermee geen rekening diende te worden gehouden bij de vaststelling van de prijs van de aandelen in Ahoy Rotterdam NV en van de huurprijs van het Ahoy-complex.
10. De gemeente Rotterdam heeft met dit argument ingestemd en geen aanpassing geëist van de prijs van de aandelen in Ahoy Rotterdam NV en van de voor het Ahoy-complex vastgestelde huurprijs. Om ervoor te zorgen dat de huur na de geplande investering marktconform zou zijn, heeft de gemeente echter een benefit-sharing-regeling in de huurovereenkomst laten opnemen, waarbij Ahoy Rotterdam NV (de exploitant) een toeslag op de huur zou betalen indien de brutomarge een vooraf bepaald niveau zou overschrijden. Deze toeslag zou worden geheven indien de brutomarge (verminderd met de huur die voor het desbetreffende jaar is betaald) meer zou bedragen dan 16,5 miljoen EUR. De toeslag wordt bepaald aan de hand van het volgende schema:

Schijf	Brutomarge (minus huurprijs)	Toeslag
1e schijf	16,5 miljoen EUR tot 18,0 miljoen EUR	50 %
2e schijf	18,0 miljoen EUR tot 21,0 miljoen EUR	35 %
3e schijf	21,0 miljoen EUR tot 25,0 miljoen EUR	20 %

De drie schijven zijn cumulatief. Indien bijvoorbeeld in een jaar een brutomarge (minus de aan de gemeente betaalde huur) van 20 miljoen EUR wordt behaald, wordt de huur verhoogd met een toeslag die bestaat uit 50 % van 1,5 miljoen EUR (de eerste schijf) en 35 % van 2 miljoen EUR (het resterende bedrag dat in de tweede schijf valt), voor een totale toeslag van 1,45 miljoen EUR.

### III. HET STANDPUNT VAN DE NEDERLANDSE AUTORITEITEN

#### Aangemeld investeringsproject

11. De Nederlandse autoriteiten hebben het investeringsproject aangemeld om rechtszekerheid te verkrijgen; zij zijn van oordeel dat de maatregel geen staatssteun vormt. De autoriteiten betogen dat de investering door de gemeente Rotterdam de exploitant van het Ahoy-complex of enig andere partij niet begunstigt in de zin van artikel 87, lid 1, EG.
12. De Nederlandse autoriteiten beschouwen de aangemelde maatregel als een investering in openbare infrastructuur en betogen dat het beschikbaar stellen van dergelijke infrastructuur, die van oudsher met openbare middelen wordt gefinancierd, geen staatssteun vormt. Volgens hen moet het verschaffen van infrastructuurvoorzieningen door de gemeente ten behoeve van de stad Rotterdam, zoals het Ahoy-complex, worden gezien als het vervullen van haar publieke taak om een openbare accommodatie aan het algemene publiek ter beschikking te stellen; zij benadrukten het belang van het Ahoy-complex voor de stad Rotterdam zowel in economisch als in maatschappelijk opzicht.
13. De Nederlandse autoriteiten onderstrepen verder het multifunctionele karakter van het Ahoy-complex en betogen dat een private onderneming een dergelijk gebouw met een zo grote diversiteit aan evenementen waarschijnlijk niet in stand zou kunnen of willen houden. Volgens hen zou een particuliere onderneming vooral geïnteresseerd zijn in de commerciële exploitatie van het complex en zou zij het huidige diverse en unieke aanbod van evenementen niet handhaven en geen rekening houden met de maatschappelijke, culturele en economische functie die het complex in Rotterdam vervult. De autoriteiten vestigen de aandacht op de geringe rentabiliteit van het Ahoy-complex — in de acht jaar tussen 1997/1998 en 2004/2005 leed de exploitant een verlies van gemiddeld circa 71 000 EUR per jaar.

<sup>(2)</sup> Volgens clause 4.1 van de huurovereenkomst zal het programma (openbare tentoonstellingen en handelsbeurzen, evenementen) dat in de jaren 2003/2004 en 2004/2005 is uitgevoerd, gedurende de looptijd van de overeenkomst worden voortgezet.

<sup>(3)</sup> Volgens de huurovereenkomst zal de huur worden aangepast op basis van de meest recente maandelijkse index van de consumentenprejzen die door het Centraal Bureau voor de Statistiek wordt gepubliceerd.

14. In verband met hun bewering dat de aangemelde maatregel een investering in openbare infrastructuur betreft verwijzen de Nederlandse autoriteiten naar een brief van DG Concurrentie met betrekking tot de investering van de Nederlandse overheid in een voetbalstadion, die in 2002 naar de Permanente Vertegenwoordiger van Nederland werd gezonden, en waarin werd opgemerkt:
- „[...] de bouw van een plaats van samenkomst voor publieke evenementen, waar verschillende soorten activiteiten plaatsvinden die bovendien ten goede komen aan de algemene bevolking, kan worden beschouwd als een typische overheidstaak ten aanzien van zijn bevolking.”<sup>(4)</sup>
15. In de onderhavige brief stelt DG Concurrentie zich op het standpunt dat de financiering van een stadion waar verschillende soorten activiteiten plaatsvinden, kan worden beschouwd als een financiering van infrastructuur en dat een dergelijke financiering niet als staatssteun moet worden aangemerkt indien aan de volgende voorwaarden is voldaan<sup>(5)</sup>:
- er mag geen sprake zijn van selectieve bevoordeling van een of meer ondernemingen of producties;
  - indien het management van de faciliteit is toevertrouwd aan particuliere ondernemingen dan moet de investering afhankelijk worden gesteld van instemming met een exploitatievereiste, welke garandeert dat de faciliteit open blijft staan voor verschillende gebruikers en activiteiten;
  - de staatsfinanciering moet worden toegekend door middel van een open, transparante, niet-discriminerende procedure, bij voorkeur door middel van een openbare aanbesteding.
- Volgens de autoriteiten is in dit geval aan al deze voorwaarden voldaan.
16. Wat de eerste voorwaarde betreft betogen de autoriteiten dat de aangemelde investering geen selectieve bevoordeling van een of meer ondernemingen, zoals de exploitant Ahoy Rotterdam NV, inhoudt. De Nederlandse autoriteiten verklaren dat het benefit-sharing-mechanisme een passende regeling vormt die in overeenstemming is met de marktvoorwaarden, waardoor wordt voorkomen dat Ahoy Rotterdam NV onevenredig profiteert van investeringen door de gemeente, indien deze investering toegevoegde waarde zou genereren.
17. Ten tweede stellen de autoriteiten wat de voorwaarde betreft dat de faciliteit open blijft staan voor verschillende gebruikers en activiteiten, dat aan deze voorwaarde wordt voldaan omdat de exploitant in de huurovereenkomst de verplichting is opgelegd om de multifunctionele opzet van Ahoy in stand te houden en te bevorderen.
18. Ten slotte bevestigen de autoriteiten eveneens dat de overheidsmiddelen voor de renovatie/upgradingswerkzaamheden middels een open, transparante, niet-discriminerende aanbestedingsprocedure zullen worden toegekend.
19. De autoriteiten betogen dat hun opvatting dat de investering niet als staatssteun kan worden beschouwd, op 29 juni 2006 is bevestigd door een uitspraak van de rechtbank Rotterdam.
20. Wat de opzet van de benefit-sharing-regeling betreft hebben de Nederlandse autoriteiten verklaard dat de gemeente Rotterdam advies heeft ingewonnen van Deloitte. Op basis van de prognoses van Deloitte met betrekking tot de toekomstige ontwikkeling van de brutomarge van Ahoy werd de drempel van de brutomarge<sup>(6)</sup> op 16,5 miljoen EUR vastgesteld. De Nederlandse autoriteiten verklaarden echter dat de opzet van de benefit-sharing-regeling tijdens besprekingen was gewijzigd. Besloten werd dat de brutomarge in het kader van de benefit-sharing-regeling zou worden verlaagd met het bedrag dat de exploitant in het dienovereenkomstige boekjaar aan huur verschuldigd was. De Nederlandse autoriteiten bevestigen dat de definitieve versie van de benefit-sharing-regeling niet door Deloitte of een andere onafhankelijke deskundige is geëvalueerd.
21. Niettemin betogen de Nederlandse autoriteiten dat de benefit-sharing-regeling ook in haar definitieve vorm in overeenstemming is met de marktvoorwaarden. Zij stellen dat de benefit-sharing-regeling slechts één van de gespreksonderwerpen tussen de gemeente en de exploitant was en dat het totale eindresultaat van de besprekingen dat in verscheidene overeenkomsten is vastgelegd, marktconform is. Verder merken zij op dat de benefit-sharing-regeling beoogt de additionele opbrengsten van de investering, die volgens de huidige planning pas in het najaar van 2009 zal zijn voltooid, te delen. Volgens de autoriteiten is het, gezien de aard van de investering, zeer de vraag of de investering onmiddellijk additionele inkomsten zal opleveren. Ten slotte menen de Nederlandse autoriteiten dat de brutomarge die door Ahoy Rotterdam NV wordt behaald in werkelijkheid hoger zou kunnen uitvallen dan door Deloitte wordt voorzien. De autoriteiten verklaren dat dit in de boekjaren 2005/2006 en 2006/2007 het geval is geweest.
22. Ten slotte betogen de Nederlandse autoriteiten dat, indien de Commissie het niet eens is met hun opvatting dat de aangemelde overheidsinvestering niet als staatssteun kan worden beschouwd, deze investering als met de gemeenschappelijke markt verenigbare steun moet worden beschouwd omdat zij de cultuur en het behoud van het cultureel erfgoed bevordert zonder dat de intracommunautaire handel of de mededinging zodanig worden veranderd dat het gemeenschappelijk belang wordt geschaad. Immers, de investering heeft tot doel het unieke en kenmerkende karakter van het Ahoy-complex als cultureel onderdeel van de stad Rotterdam voor de toekomst te behouden.

<sup>(4)</sup> Brief van DG Concurrentie aan de Permanente Vertegenwoordiging van Nederland, Brussel D(2002).

<sup>(5)</sup> Reeds aangehaalde brief aan de Permanente Vertegenwoordiging van Nederland, blz. 2.

<sup>(6)</sup> Zie punt 10.

### Verkoop van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV en verhuur van het Ahoy-complex

23. Wat de verkoop van Ahoy Rotterdam NV aan het huidige management en de verhuur van het complex aan de (geprivatiseerde) exploitant betreft beweren de Nederlandse autoriteiten dat deze transacties geen staatssteun inhouden omdat zowel de prijs van de aandelen van Ahoy Rotterdam NV als de huurprijs rechtstreeks gebaseerd zijn op de door de onafhankelijke deskundige Deloitte verrichte marktwaardering. In dit verband wijzen de Nederlandse autoriteiten erop dat de huurprijs en de prijs van de aandelen in Ahoy Rotterdam NV omgekeerd gerelateerd zijn — een hogere huur betekent hogere kosten voor de exploitant en daardoor een lagere waarde van de exploiterende onderneming.
24. De Nederlandse autoriteiten menen dat er geen verband is tussen de bovengenoemde transacties en de aangemelde investering en dat de aangemelde investering derhalve apart dient te worden beoordeeld. Volgens hen had de gemeente ook zonder de gedeeltelijke privatisering een substantiële investering moeten doen om bouwkundig onderhoud dat in de loop der jaren was blijven liggen, uit te voeren en tevens om ervoor te zorgen dat haar 36 jaar oude locatie qua faciliteiten zou blijven voldoen aan de zich ontwikkelende eisen van de tijd.
25. Verder verklaren de autoriteiten dat er ten tijde van de vaststelling van de aandelenprijs en de huurprijs geen gedeetailleerde overeenstemming bestond over de besteding van het bedrag van 42 miljoen EUR, en dat de daadwerkelijke uitvoering van de investering nog een aantal jaren op zich zal laten wachten. Verder is de gemeente van mening dat de opname van een benefit-sharing-regeling in de huurovereenkomst haar in staat stelt te voorkomen dat de huurder op oneigenlijke wijze profiteert van betere exploitatiemogelijkheden die uit deze investeringen voortvloeien. Ook in die zin staan dus de vragen naar het staatssteunkarakter van de twee genoemde transacties los van de beoordeling van de investering.

#### IV. OPMERKINGEN VAN BELANGHEBBENDEN

26. Volgens de klagers, Mojo <sup>(7)</sup> en Music Dome <sup>(8)</sup>, heeft de gemeente Rotterdam onverenigbare steun verleend door aandelen in Ahoy Rotterdam NV onder de marktwaarde te verkopen en door in de huurovereenkomst met de (geprivatiseerde) onderneming Ahoy Rotterdam NV een huurprijs voor het Ahoy-complex vast te stellen die lager is dan het marktniveau. De klagers zijn het niet eens met de conclusies van de waarderingsrapporten van Deloitte op basis waarvan zowel de aandelenprijs als de huurprijs werden bepaald. De klagers bestrijden de door Deloitte in deze rapporten

<sup>(7)</sup> De kernactiviteiten van Mojo omvatten festivalorganisatie, en de opzet en ontwikkeling van evenementen. Mojo is nauw betrokken bij de ontwikkeling van de Heineken Music Hall en Music Dome in Amsterdam.

<sup>(8)</sup> De onderneming werd in 2006 opgericht om zorg te dragen voor de exploitatie van Music Dome in Amsterdam.

gebruikte methoden evenals de betrouwbaarheid van de informatie die door het management is verstrekt en waarop Deloitte zich in zijn rapporten heeft gebaseerd, waarbij zij stellen dat er sprake was van een belangenconflict omdat het management van Ahoy Rotterdam NV zowel de versprekker van de informatie als de koper/huurder was.

27. Verder hebben de klagers met betrekking tot de huurovereenkomst en de marktwaarde van het Ahoy-complex een rapport van een andere onafhankelijke deskundige, DTZ Zadelhoff voorgelegd, waarin de marktconforme huur voor het Ahoy-complex op 3,9 miljoen EUR wordt geschat.
28. Ten aanzien van de aangemelde investering beweren de klagers dat deze ongetwijfeld de exploitant ten goede zal komen (met name de uitbreiding van het aantal zitplaatsen in het Sportpaleis) en dat de investering daarom zowel in de aankoopprijs van Ahoy Rotterdam NV als in de huurprijs die in de huurovereenkomst is vastgelegd, verdisconteerd had moeten worden. De klagers betogen dat de gemeente zich ervan bewust was dat de investering onrendabel is en als enig doel heeft om de concurrentie op de markt tegen te gaan (Music Dome in Amsterdam).
29. Hoewel zij erkennen dat de benefit-sharing-regeling die in de huurovereenkomst is vastgelegd het aan Ahoy Rotterdam NV (de exploitant) toegekende steunbedrag zou kunnen verlagen, betogen de klagers dat dit mechanisme niet adequaat is. In hun ogen komt dit vooral door het degressieve verloop, waardoor de procentuele huurtoeslag daalt wanneer de brutomarge die door de exploitant wordt behaald stijgt, en door het feit dat de regeling gebaseerd is op het vermogen van het management (en dus de koper) om het Ahoy complex succesvol te exploiteren en niet op de marktwaarde van het uitgebreide en opgeknapte complex.
30. Ten slotte vermelden de klagers het vonnis van de rechtbank Rotterdam; weliswaar heeft de rechter de eisen van de klagers tegen de gemeente afgewezen, doch hij heeft niettemin verklaard dat er op het eerste gezicht wel degelijk twijfels waren over de marktconformiteit van de transacties <sup>(9)</sup>.

#### V. HET VOORWERP VAN DE ONDERHAVIGE PROCEDURE

31. De aanmelding van de Nederlandse autoriteiten heeft uitsluitend betrekking op de investering van de gemeente Rotterdam in de renovatie en uitbreiding van het Sportpaleis dat deel uitmaakt van het Ahoy-complex. In het kader van de onderhavige procedure moet derhalve worden beoordeeld of deze investering staatssteun vormt in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag.

<sup>(9)</sup> De rechter concludeerde dat niet kon worden uitgesloten dat er sprake was van begunstiging; hij meende echter dat dit onvoldoende aannemelijk kon worden gemaakt om in kort geding tot een verbod tot uitvoering van de plannen te beslissen. Daarom werd de eis van de klagers afgewezen.

32. Verder heeft de procedure betrekking op de verkoop van Ahoy Rotterdam NV en de verhuur van het Ahoy-complex aan de (geprivatiseerde) exploitant, welke transacties door de gemeente Rotterdam werden verricht zonder dat zij door de Nederlandse autoriteiten bij de Commissie waren aangemeld. Deze drie transacties hangen namelijk nauw samen, hoewel de investering op een ander tijdstip plaatsvindt dan de andere twee transacties.
33. De door de gemeente voorgenomen investering in het Sportpaleis was, hoewel niet in detail, reeds bekend voor de verkoop van Ahoy Rotterdam en de verhuur van het complex. Bovendien was de aangemelde investering door de gemeente in de huurovereenkomst met de exploitant toegezegd. Verder hebben de Nederlandse autoriteiten verklaard dat het ook vanuit het oogpunt van de huurder/exploitant duidelijk was dat de huurovereenkomst slechts tot stand kon komen nadat de gemeente als verhuurder had toegezegd dat zij een aanzienlijk bedrag zou investeren in het onderhoud, de renovatie en de uitbreiding van het Sportpaleis als onderdeel van het Ahoy-complex. Daarom meent de Commissie dat het noodzakelijk is om te onderzoeken of er bij de verkoop van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV en de verhuur van het Ahoy-complex door de gemeente Rotterdam sprake was van staatssteun.

## VI. STAATSSTEUNONDERZOEK

### Staatssteun in de zin van artikel 87, lid 1, van het EG-Verdrag

34. Krachtens artikel 87, lid 1, van het EG-Verdrag „zijn steunmaatregelen van de staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de gemeenschappelijke markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloedt”.
35. Om als staatssteun te worden aangemerkt moet de aangemelde investering van de gemeente Rotterdam derhalve aan alle volgende voorwaarden voldoen: 1. de maatregel moet met staatsmiddelen zijn bekostigd; 2. zij moet een economisch voordeel voor ondernemingen inhouden; 3. dit voordeel moet selectief zijn en de mededinging vervalsen of dreigen te vervalsen; en 4. de maatregel moet het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloeden.
- 1.1. *Aanwezigheid van staatsmiddelen*
36. In de onderhavige zaak is de gemeente Rotterdam voornemens maximaal 42 miljoen EUR te investeren in de renovatie en uitbreiding van het Sportpaleis dat deel uitmaakt van het Ahoy-complex. Aangezien een gemeente als deel van de overheid moet worden beschouwd, moet deze investering als een investering met staatsmiddelen worden aangemerkt in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag.
37. Evenzo kunnen bij de andere transacties die door de gemeente zijn verricht, namelijk de verkoop van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV aan het management en het afsluiten van een huurovereenkomst met de (particuliere) exploitant, staatsmiddelen betrokken zijn in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag.
- 1.2. *Voordeel*
38. De verkoop van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV en de verhuur van het Ahoy-complex zouden de koper/huurder slechts een economisch voordeel opleveren indien de prijs van de aandelen in Ahoy Rotterdam NV of de huurprijs voor het Ahoy-complex niet marktconform zouden zijn.
39. In dit verband merkt de Commissie op dat zowel de prijs voor Ahoy Rotterdam NV als de huurprijs voor het Ahoy-complex rechtstreeks werden vastgesteld op basis van de waarderingsrapporten van Deloitte, een onafhankelijke taxateur met een goede reputatie. Gezien evenwel de nauwe samenhang tussen deze transacties en de aangemelde investering acht de Commissie het noodzakelijk om de voorwaarden van deze transacties te onderzoeken, waarbij zij er rekening mee houdt dat de rapporten van Deloitte tot op zekere hoogte gebaseerd waren op informatie die was versprekt door het management van Ahoy Rotterdam NV, dat in deze situatie als potentiële koper/huurder een belangenconflict had.
40. Wat de aangemelde investering in het Sportpaleis betreft meent de Commissie dat de investering, en met name het gedeelte dat bestemd is voor de verbetering en uitbreiding van de capaciteit, de exploitant van het Ahoy-complex na de voltooiing daarvan mogelijk een economisch voordeel zal opleveren. Een verbeterd Sportpaleis met een uitgebreide capaciteit kan de inkomsten van de exploitant van het complex in de toekomst verhogen.
41. De Nederlandse autoriteiten betogen dat de in de huurovereenkomst vastgelegde benefit-sharing-regeling adequaat is ontworpen om een marktconforme huurprijs voor het Ahoy-complex te garanderen, ingeval de exploitant profiteert van de door de gemeente geplande investering. Daarom heeft de Commissie de Nederlandse autoriteiten verzocht om de opzet waarop deze regeling is gebaseerd uitvoerig uiteen te zetten.
42. De door de Nederlandse autoriteiten aangevoerde argumenten<sup>(10)</sup> hebben volgens de voorlopige beoordeling van de Commissie vooralsnog niet aangetoond dat de opzet van de benefit-sharing-regeling geschikt is om de marktconformiteit van de huurprijs na de investering te garanderen en daarmee een potentieel economisch voordeel voor de exploitant van het complex na de voltooiing van de investering uit te sluiten.

<sup>(10)</sup> Zie punten 20 en 21.

43. Hoewel de Nederlandse autoriteiten beweren dat Deloitte hun adviseerde inzake de opzet van de benefit-sharing-regeling, erkennen zij dat deze regeling tijdens de besprekingen is gewijzigd. Terwijl de drempelwaarde van de brutomarge, bij overschrijding waarvan de brutomarge van de exploitant na de investering met de gemeente zou worden gedeeld, gehandhaafd werd op een bedrag van 16,5 miljoen EUR, is de in het kader van deze regeling berekende brutomarge verlaagd met het bedrag van de huur dat de exploitant aan de gemeente moet betalen. De definitieve benefit-sharing-regeling is niet door Deloitte of een andere deskundige onderzocht.
44. Gezien het bovenstaande kan de Commissie op grond van de thans beschikbare informatie niet uitsluiten dat de aangeelde investering de exploitant van het Ahoy-complex een selectief voordeel biedt. In dit stadium is er namelijk niet voldoende bewijsmateriaal om aan te tonen dat de exploitant een adequate compensatie zal betalen, met name met betrekking tot het benefit-sharing-mechanisme, en dat hij derhalve geen voordeel ontvangt dat de normale marktvoorwaarden te boven gaat <sup>(11)</sup>.
45. Concluderend stelt de Commissie dat zij betwijfelt of de benefit-sharing-regeling die in de huurovereenkomst is vastgelegd, voorkomt dat de exploitant van het Ahoy-complex als gevolg van de aangemelde investering een economisch voordeel behaalt dat de normale marktvoorwaarden te boven gaat. Daarom kan de Commissie in dit stadium en op basis van haar voorlopige beoordeling niet uitsluiten dat de aangemelde maatregel staatssteun inhoudt in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag.
46. Vooralsnog sluit de Commissie uit dat de onderneming die de investeringswerkzaamheden uitvoert een economisch voordeel zal ontvangen dat de normale marktvoorwaarden te boven gaat, mits de Nederlandse autoriteiten hun toezegging nakomen dat deze onderneming, volledig in overeenstemming met het bepaalde in Richtlijn 2004/18/EG, via een openbare aanbesteding zal worden geselecteerd.
47. Op basis van de beschikbare informatie bestaat verder de indruk dat er geen selectief voordeel zal worden verleend aan specifieke gebruikers van het Ahoy-complex gezien het polyvalente karakter ervan en de verplichtingen inzake de instandhouding en bevordering van deze multifunctionaliteit. Immers, de huurovereenkomst eist van de exploitant dat hij garandeert dat de faciliteit beschikbaar blijft voor verschillende gebruikers en activiteiten. Terzake merkt de Commissie op dat het Ahoy-complex onderdak biedt aan verschillende soorten activiteiten, die bovendien de algemene bevolking ten goede komen. Het bestaan van een infrastructuur als deze kan worden beschouwd als een typische verantwoordelijkheid van de overheid ten opzichte van de algemene bevolking. Gegeven de aard van de faciliteit en de hierin georganiseerde activiteiten, is het onwaarschijnlijk dat de markt zelfstandig in staat zou zijn om hetzelfde niveau van beschikbaarheid voor verschillende typen activiteiten te garanderen.
- 1.3. *Concurrentievervalsing*
48. Indien de voorgenomen steun van de gemeente Rotterdam een economisch voordeel biedt aan Ahoy Rotterdam NV zou de exploitant selectief worden begunstigd waardoor deze diensten onder de marktprijs kan aanbieden en aldus de bestaande marktvoorwaarden kan verstoren.
- 1.4. *Gevolgen voor de handel*
49. De markt voor het organiseren van internationale evenementen staat open voor concurrentie tussen de aanbieders van accommodatie en de organisatoren van deze evenementen, die zich over het algemeen bezighouden met activiteiten die het voorwerp zijn van handel tussen de lidstaten. Er bestaat in geheel Europa concurrentie op het gebied van het organiseren en promoten van internationale evenementen zoals beurzen, tentoonstellingen, en sport- en muziek-evenementen. Bovendien kan Ahoy Rotterdam NV net als zijn concurrenten activiteiten ontplooiën op de internationale markt en bijvoorbeeld zijn eigen beurstitels naar andere lidstaten exporteren. In het onderhavige geval kan derhalve worden aangenomen dat er sprake is van gevolgen voor de handel.
- 1.5. *Conclusie*
50. Gezien het bovenstaande betwijfelt de Commissie vooralsnog of de aangemelde maatregel en de daarmee verbandhoudende privatisering van de exploitatie van het Ahoy complex en de verhuur van het complex door de gemeente aan de exploitant geen staatssteun vormt. Zij betwijfelt of de maatregel geen voordeel biedt aan de particuliere exploitant van het Ahoy-complex.
51. Het project kan de mededinging verstoren en gevolgen hebben voor het handelsverkeer tussen de lidstaten. Daarom kan de Commissie in dit stadium en op basis van haar voorlopige beoordeling niet uitsluiten dat de aangemelde maatregel staatssteunelementen bevat in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag.
52. Onder genoemde omstandigheden moet derhalve worden onderzocht of de maatregel verenigbaar met de gemeenschappelijke markt kan worden geacht.

## VII. BEOORDELING VAN DE VERENIGBAARHEID

53. De Nederlandse autoriteiten hebben in hun aanmelding verklaard dat indien de Commissie de maatregel als staatssteun aanmerkt, de investering zou moeten worden beschouwd als met de gemeenschappelijke markt verenigbaar steun omdat zij de cultuur en de instandhouding van het cultureel erfgoed bevordert zonder dat zij de intracommunautaire handel of de mededinging zodanig verandert dat het gemeenschappelijk belang wordt geschaad. Daarbij impliceren de autoriteiten dat de maatregel verenigbaar is uit hoofde van de cultuurerogatie van artikel 87, lid 3, onder d), van het EG-Verdrag. De autoriteiten betoogden dat de investering bedoeld is om het unieke en kenmerkende karakter van het Ahoy-complex als cultureel onderdeel van de stad Rotterdam voor de toekomst te behouden.

<sup>(11)</sup> Deze voorwaarde werd tevens genoemd in de hierboven aangehaalde brief van DG Concurrentie aan de Nederlandse autoriteiten. Zie voetnoot 4.

54. Krachtens artikel 87, lid 3, onder d) van het EG-Verdrag zijn *verenigbaar met de gemeenschappelijke markt steunmaatregelen om de cultuur en de instandhouding van het culturele erfgoed te bevorderen, wanneer door deze maatregelen de voorwaarden inzake het handelsverkeer en de mededingingsvoorwaarden in de Gemeenschap niet zodanig worden veranderd dat het gemeenschappelijk belang wordt geschaad.*
55. De Commissie is van mening dat de cultuurderogatie van artikel 87, lid 3, onder d), van het EG-Verdrag zoals alle uitzonderingen op de algemene bepalingen van het Verdrag, restrictief moet worden uitgelegd.
56. In het onderhavige geval, meent de Commissie, ook rekening houdend met het feit dat de Nederlandse autoriteiten verwijzen naar het unieke en kenmerkende karakter van het Ahoy complex verwijzend naar haar multifunctionaliteit, dat de cultuurderogatie beoordeeld zou moeten worden door te kijken naar de aard en de inhoud van de activiteiten die worden georganiseerd in het Ahoy-complex (inclusief het Sportpaleis).
57. Na het voorlopig onderzoek betwijfelt de Commissie of alle activiteiten die door de exploitant in het Ahoy-complex, met inbegrip van het Sportpaleis worden verricht, zoals handelsbeurzen of sportevenementen, een overwegend culturele inhoud hebben en aldus onder de cultuurderogatie van artikel 87, lid 3, onder d) van het EG-Verdrag kunnen vallen (hoewel niet kan worden uitgesloten dat de ondersteuning van bepaalde activiteiten die in het Ahoy-complex worden georganiseerd eventueel zou kunnen worden beschouwd als vrijgesteld uit hoofde van de cultuurderogatie).
58. De Commissie betwijfelt derhalve vooralsnog of de aangeelde maatregel, indien deze staatssteun inhoudt, verenigbaar kan worden geacht uit hoofde van artikel 87, lid 3, onder d) van het EG-Verdrag.
59. De Commissie heeft tot dusverre nog geen onderzoek uitgevoerd naar eventuele andere uitzonderingen op grond waarvan de maatregel mogelijk verenigbaar kan worden geacht met de gemeenschappelijke markt. De Nederlandse autoriteiten hebben terzake geen verdere specifieke argumenten naar voren gebracht.
60. De autoriteiten hebben echter wel informatie verstrekt over de positieve aspecten van de maatregel op het vlak van economische ontwikkeling en de potentiële economische en maatschappelijke voordelen van het Ahoy-complex voor de burgers van Rotterdam. Daarom zou een eventueel verenigbaarheidsonderzoek van de maatregel met de gemeenschappelijke markt ook rechtstreeks kunnen worden gebaseerd op artikel 87, lid 3, onder c), van het EG-Verdrag. Krachtens artikel 87, lid 3, onder c), moet een steunmaatregel de verwezenlijking van een project van gemeenschappelijk belang op noodzakelijke en evenredige wijze bevorderen. Indien de aanwezigheid van steun wordt bevestigd, zal de Commissie echter een diepgaand verenigbaarheidsonderzoek moeten instellen naar de onderhavige maatregel, waarbij zij alle positieve en negatieve aspecten van de maatregel tegen elkaar afweegt. Vooralsnog heeft de

Commissie niet voldoende informatie ontvangen om een dergelijk onderzoek te kunnen uitvoeren.

## VIII. CONCLUSIE

61. Op basis van de door de Nederlandse autoriteiten en belanghebbenden verstrekte informatie betwijfelt de Commissie na een eerste onderzoek of de investering van de gemeente Rotterdam in de renovatie en upgrading/uitbreiding van het Ahoy-complex — binnen de totale context van het project zoals hierboven is beschreven — geen staatssteun vormt in de zin van artikel 87, lid 1, van het EG-Verdrag.
62. De Commissie erkent dat de gemeente Rotterdam optreedt in haar hoedanigheid van eigenares van het Ahoy-complex en neemt nota van de verklaringen van de Nederlandse autoriteiten over het karakter van het Ahoy-complex als openbare infrastructuurvoorziening, die dankzij de multifunctionele opzet de mogelijkheid biedt om een groot aantal verschillende evenementen te organiseren, ook ten behoeve van de algemene bevolking. Vooralsnog is de Commissie er echter niet van overtuigd dat de investering, die ook de uitbreiding van de capaciteit van het Sportpaleis omvat, de exploitant van het complex geen economisch voordeel biedt dat de normale marktvoorwaarden te boven gaat, zelfs indien rekening wordt gehouden met de voorzorgsmaatregel in de vorm van een benefit-sharing-mechanisme zoals in de huurovereenkomst tussen de gemeente en Ahoy Rotterdam NV is vastgelegd. De Commissie kan de aangeelde investering in dit stadium niet beschouwen als de terbeschikkingstelling van openbare infrastructuur door de gemeente Rotterdam, waarmee geen staatssteun in de zin van artikel 87, lid 1 van het EG-Verdrag gemoeid is.
63. Bovendien acht de Commissie het, gezien de samenhang tussen de aangeelde maatregel enerzijds en de verkoop van de exploitatie van Ahoy Rotterdam NV en de verhuur van het Ahoy-complex door de gemeente Rotterdam anderzijds, noodzakelijk om na te gaan of de voorwaarden van deze transacties marktconform waren en derhalve geen staatssteun omvatten. Het is derhalve vooralsnog niet mogelijk om de aanwezigheid van staatssteun ten gunste van de exploitant van het Ahoy-complex uit te sluiten.
64. Verder betwijfelt de Commissie of de mogelijke staatssteun, zoals de Nederlandse autoriteiten suggereren, verenigbaar zou zijn met de gemeenschappelijke markt op basis van de cultuurderogatie van artikel 87, lid 3, onder d) van het EG-Verdrag.
65. Gezien deze twijfels en de gevolgen van mogelijke staatssteun voor de investeringen van particuliere marktdeelnemers, ziet de Commissie zich genooddaakt de formele onderzoekprocedure in te leiden.
66. In de loop van de procedure heeft de Commissie een reeks verzoeken om inlichtingen aan de Nederlandse regering toegezonden. De door de Nederlandse autoriteiten gegeven additionele informatie heeft de Commissie echter niet in staat gesteld alle aan het project gerelateerde twijfels weg te nemen.

67. Ten slotte stelt de inleiding van de procedure belanghebbenden in staat hun opmerkingen te maken over de in verband met dit project opgeworpen vragen.
68. Gelet op bovenstaande overwegingen verzoekt de Commissie Nederland in het kader van de procedure van artikel 88, lid 2, van het EG-Verdrag binnen een maand vanaf de datum van ontvangst van dit schrijven zijn opmerkingen te maken en alle dienstige inlichtingen te verspreken voor de beoordeling van de steunmaatregel. Zij verzoekt uw autoriteiten onverwijld een afschrift van deze brief aan de potentiële begunstigde van de steunmaatregel te doen toekomen.
69. De Commissie verzoekt Nederland en alle belanghebbenden hun opmerkingen over de in deze brief aan de orde gestelde vraagstukken te maken. De Commissie verzoekt de Nederlandse autoriteiten en belanghebbenden met name om hun opmerkingen te maken over de verenigbaarheid van de steun die mogelijk in de maatregel besloten ligt.
70. De Commissie deelt Nederland mee dat zij de belanghebbenden door de bekendmaking van dit schrijven en van een betekenisvolle samenvatting ervan in het *Publicatieblad van de Europese Unie* in kennis zal stellen. Tevens zal zij de belanghebbenden in de lidstaten van de EVA die partij zijn bij de EER-Overeenkomst door de bekendmaking van een mededeling in het EER-Supplement van het Publicatieblad in kennis stellen, alsmede de Toezichthoudende Autoriteit van de EVA door haar een afschrift van dit schrijven toe te zenden. Alle bovengenoemde belanghebbenden zal worden verzocht hun opmerkingen te maken binnen een maand vanaf de datum van deze bekendmaking.»
-



**Notification préalable d'une concentration**  
**(Affaire COMP/M.5081 — Autogrill/Aldeasa)**  
**Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/11)

1. Le 4 mars 2008, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Autogrill S.p.A. («Autogrill», Italie) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point a), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Aldeasa S.A. («Aldeasa», Espagne) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- Autogrill: services de restauration et de boissons et services de vente au détail pour les voyageurs dans le monde entier,
- Aldeasa: exploitation de points de vente au détail pour les voyageurs en Espagne et au Portugal et en dehors de l'UE.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(2)</sup>, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.5081 — Autogrill/Aldeasa, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des concentrations  
J 70  
B-1049 Bruxelles

---

<sup>(1)</sup> JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO C 56 du 5.3.2005, p. 32.

**Notification préalable d'une concentration**  
**(Affaire COMP/M.5008 — Vivendi/Activision)**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 68/12)

1. Le 7 mars 2008, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (<sup>(1)</sup>), d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Vivendi S.A. («Vivendi», France) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Activision, Inc. («Activision», Etats-Unis d'Amérique) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

— Vivendi: groupe de communications et de medias, actif dans les secteurs de la musique, de la télévision, du cinéma, des télécommunications, de l'Internet et des jeux. En particulier, Vivendi contrôle Vivendi Games qui développe and édite des logiciels de jeux,

— Activision: développeur, éditeur et distributeur de logiciels de jeux.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.5008 — Vivendi/Activision, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des concentrations  
J 70  
B-1049 Bruxelles

---

(<sup>1</sup>) JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.